

ANALYSE CITOYENNE DU BUDGET RECTIFICATIF DE LA COMMUNE DE TCHERIBA, GESTION 2024



en partenariat avec

Table des matières

INTRODUCTION	3
I. PROBLÈMES DANS LES SECTEURS SOCIAUX CONCERNÉS PAR L'ANALYSE	3
1.1. Problèmes dans le secteur de l'éducation	3
1.2. Problèmes dans le secteur de la santé	4
1.3. Problèmes dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement	5
1.4. Les priorités exprimées dans le domaine socio – culturel et sportif	7
1.5. Les priorités exprimées dans le domaine économique et social	8
1.6. Les priorités exprimées dans le domaine des Equipements marchands	8
1.7. Les priorités exprimées dans le domaine du Désenclavement / communication	9
1.8. Les priorités exprimées dans le domaine de l'Aménagement / habitat	9
1.9. Les priorités exprimées dans le domaine de l'Elevage	10
1.10. Les priorités exprimées dans le domaine de l'Agriculture	10
1.11. Les priorités exprimées dans le domaine de l'Environnement	10
1.12. Les priorités exprimées dans le domaine de la Sécurité	11
1.13. Les priorités exprimées dans les Autres domaines	11
II. Analyse des allocations budgétaire	12
2.1. Analyse par section	12
2.2. Analyse des recettes	13
3.3. Analyse des dépenses	15
3.4. Analyse des allocations budgétaires des secteurs sociaux de base	17
3.5. Analyse des allocations budgétaires des secteurs séconomiques	19
3.6. Analyse des allocations budgétaires des services municipaux	19
III. RECOMMANDATIONS	20
IV. CONCLUSION	21

INTRODUCTION

Le présent rapport d'analyse budgétaire est une contribution du Comité de Dialogue et de Veille Citoyenne (CDVC) de la commune de Tchériba, pour une meilleure prise en compte des besoins des populations dans le Budget, gestion 2025. Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet intitulé **Projet « Pour un Programme de Renforcement de la Participation Citoyenne et la Redevabilité dans la Gestion des Finances Publiques au Burkina Faso »**.

En substance, l'analyse fait ressortir les attentes des populations dans les différents secteurs de développement, ainsi que l'état de la prise en compte des besoins des populations dans les secteurs sociaux de base, les secteurs productifs et les secteurs de soutien aux secteurs productifs. Le rapport d'analyse formule, en outre, des recommandations qui pourraient être prises en compte par les autorités dans l'élaboration des budgets futurs. Elle se veut une contribution de la société civile à la définition des priorités de développement de la commune de Tchériba.

Les documents utilisés pour la présente analyse sont le budget rectificatif, gestion 2024, ainsi que le plan initial de passation de marchés qui l'accompagne.

I. PROBLÈMES DANS LES SECTEURS SOCIAUX CONCERNÉS PAR L'ANALYSE

1.1. Problèmes dans le secteur de l'éducation

Les constats faits dans le domaine de l'éducation sont :

N °	DOMAINESDEDEVELOPPEMENT	NATUREDUBESOINOUDUPROJETEX PRIMES	JUSTIFICATIONSDEL'URGENCEDU BESOINOUDUPROJETEX PRIMES
1	Education de base (préscolaire, primaire et post-primaire)	Construction d'une école dans le quartier kôkô deTcheriba,	- Réduction de la distance aux enfants
		- construction d'un ceg et un ceg Franco arabe à tcheriba,bekeyou,oula,sirakele, Tierkou contruction un lycée à Sao, et un lycée franco arabe àtcheriba,normalisation du ceg de Tierkou en lycée	- réduction des distances et plus pour une éducation accessible
		Besoin de salle ,au ceg deTisse,à l'ecole deTcheriba A	- Désengorger les effectifs

			pléthoriques
		Besoin de tables bancs à l'école Tchériba B,C,Mader Salam, à ouezala, Labien(10),saoA(30),saoB(20), bekeyou(20)et4chaises,Djissasso(20)	- Donner de meilleures conditions d'apprentissages
		Besoin en logement d'enseignants à l'école de Gamadougou,SaoB,Etouayou	- Éviter la mobilité des enseignants
		- réhabilitation des salles de classe à l'école de bekeyou,des écoles fermées ,SaoA,SaoB,labien	- Donner un cadre agréable d'apprentissage
		- besoin de bureau dans les écoles de Labien,ouézzala	- Meilleure condition de travail à l'enseignant
		- besoin d'enseignants	- Pour plus d'efficacité de l'enseignement
		Au lycée départemental deTchériba,au ceg deTierkou	-
		Absence chronique d'un enseignant à l'école A de sao	- Retard dans l'exécution du programme d'enseignement, mauvais résultats scolaires
		- Redynamisation du bureau APE de l'école Tchériba C	- Mauvaise gestion des fonds APE
		- Réduction des coûts de transfert des élèves	- Coûts trop élevés
		- Enfantine à Djissasso, bonne qualité des fournitures scolaires et en quantité suffisante pour toutes les écoles publiques et privées	- Éducation pour les tous petits - Mauvaise qualité des fournitures scolaires et des vivres et en quantité insuffisante

1.2. Problèmes dans le secteur de la santé

Les constats faits dans le domaine de la santé sont :

N°	DOMAINES DE DEVELOPPEMENT	NATURE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES	JUSTIFICATIONS DE L'URGENCE DU BESOIN OU DU PROJET
----	---------------------------	----------------------------------------	----------------------------------------------------

			EXPRIMES
2	Santé	- Construction d'une maternité à Tchériba	-Facilité l'accueil des femmes ayant accouchées
		- Besoin d'une ambulance au csps de Tchériba	-Pour urgences d'évacuation des cas graves, ambulance en panne depuis longtemps
		Besoin d'un bon accueil au csps de Tchériba	-Patients mal accueillis au csps, manque de respect ,indisponibilité des agents, problème de suivi des patients, des pesées et consultations
		Manque de produits dans tous les dépôts MEG dans la commune	Mauvaise gestion des dépôts par les coges et la question de gratuité des soins
		- besoin de constructions d'un csps à Sao	- Réduction des distances
		Revoir le fonctionnement du csps de bissanderou	- Fermé à partir de 18h et l'accueil n'est pas bien
		- besoin de personnel soignant au csps de bissanderou, Tissé, Tierkou	- insuffisance de personnel
		,kari, Tissé, Tierkou, Tikan	-
		Redynamisation des coges	- Rendre les coges plus dynamique pour approvisionner les dépôts
		- réhabilitation du csps de kari	- Donner un cadre plus idéal au travail
		- ouverture de la maternité de oula	- Diminution des risques d'accouchement

1.3. Problèmes dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement

Les constats dans le domaine de l'AEPA sont :

N°	DOMAINES DE DEVELOPPEMENT	NATURE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES	JUSTIFICATIONS DE L'URGENCE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES
3	Approvisionnement en eau potable et assainissement	- Besoin de bac à ordures et mise en place d'une gestion des dépotoirs d'ordures dans tous les villages de la commune	- Pour rendre l'environnement propre
		- Forage à l'école de Etouayou, Tikan Réhabilitation de la pompe à l'école Sao A	- Donner une eau potable aux élèves dans leur cadre d'apprentissage
			-
		Pompe dans les quartiers nounouma, danounou, massabè, damabè de Tchériba, forage à Banouba(01), ouezala(05), Douroukou(01), Da(01), kari(03), Bankorosso(02), Gamadougou(02), kana(02), oula(02), Bekeyou(02)	- Rendre l'eau accessible et réduire les distances
		- Retenue d'eau à Tchériba, Sirakele, Tikan	- Pour la création d'emploi pour les jeunes et l'atteinte de l'auto suffisance alimentaire
		- château d'eau à Tchériba, Sirakele, Tikan, Douroukou	- réduire les corvées d'eau à la population
		- réparation de pompe à Douroukou, à Labien	- Pompe en panne, rendre l'eau accessible
		- Besoin de WC dans tous les villages de la commune, à l'école, Djissasso, dans le quartier Nounouma de Tchériba	- Insuffisance de wc dans certains villages et la population déféqué dans la nature
		Réactualisation du projet de distribution des wc dans la commune	- pour une bonne hygiène de vie et projet en arrêt
		Réhabilitation des wc à l'école de Bekeyou (mur et portes)	- mur et portes délabrés
		Implication et participation de la population dans la réalisation des infrastructures	

		-	-
--	--	---	---

1.4. Les priorités exprimées dans le domaine socio – culturel et sportif

N °	DOMAINES DE DEVELOPPEMENT	NATURE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES	JUSTIFICATIONS DE L'URGENCE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES
4	Equipement socio-culturel et sportif	- Besoin de centre culturel et maison des jeunes et femmes dans chaque village de la commune, en premier lieu la commune	- Promouvoir les cadres de rencontre des jeunes et des femmes
		- Espace vert dans tous villages de la commune	- Nécessité de réserve d'espace pour éviter l'occupation de tout l'espace à l'avenir
		Jardins publics à Tchériba	- Pour l'épanouissement des jeunes
		Délimitation des terrains de foot-ball et autres aires de jeu dans tous les villages	- Pour prévenir
		- Besoin de mosquée et église à Bekeyou, bissanderou ,Etuayou, Didier, Tissé, Nerkorosso, Djissasso, Tierkou	-
		Da, kana, Oula, Gamadougou, Douroukou Banouba, Bankorosso	- Pour les cultes car celles disponibles sont restreintes
		- Clôture du terrain de foot-ball de Tchériba, construction d' un stade	- Pour promouvoir le sport dans la commune, et sécuriser le terrain de foot-ball car il est proche de la voie goudronnée
		-	-

1.5. Les priorités exprimées dans le domaine économique et social

N°	DOMAINES DE DEVELOPPEMENT	NATURE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES	JUSTIFICATIONS DE L'URGENCE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES
5	Promotion économique et social	- AGR pour les femmes et les jeunes	- La mairie n'en dispose pas, promotion de l'économie et de l'autonomisation des femmes et des jeunes
		- Boutiques de rues à Tchériba et à Bissanderou	- Pour un développement économique durable
		-	-

1.6. Les priorités exprimées dans le domaine des Equipements marchands

N°	DOMAINES DE DEVELOPPEMENT	NATURE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES	JUSTIFICATIONS DE L'URGENCE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES
6	Infrastructures et Equipements marchands	Marché à Douroukou, Kari, Labien	- Promouvoir le développement économique et offrir une transaction plus proche
		Agrandir la fourrière de Tchériba sur un autre site	- Trop restreinte et proche de la voie goudronnée
		Prévoir une fourrière et parc à bétail dans tous les villages	- Pour mieux sécuriser les animaux saisis en divagation et les questions de vaccination
			-
			-

1.7. Les priorités exprimées dans le domaine du Désenclavement / communication

N°	DOMAINES DE DEVELOPPEMENT	NATURE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES	JUSTIFICATIONS DE L'URGENCE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES
7	Désenclavement/ communication	-	-
		Couverture en réseau à ouézala, Kari, kana, Oula, Banouba, Bankorosso, Tissé, Etouayou, Beneyou, Tierkou, Nerkorosso, Djissasso, Didié, Gamadougou	-Reseau defectueux dans ces villages
		Aménagement des pistes de Bissanderou_ Tissé_ Beneyou_ Etouayou /Nerkorosso-Tierkou_ Gamadougou Tchériba /Banouba_ Tcheriba /Bankorosso_ Tikan.	-Pour une bonne accessibilité au chef -lieu de la commune
		- Besoin d'une radio communautaire	-pour informer la population sur la vie de la commune et de la nation
		-	-

1.8. Les priorités exprimées dans le domaine de l'Aménagement / habitat

N°	DOMAINES DE DEVELOPPEMENT	NATURE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES	JUSTIFICATIONS DE L'URGENCE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES
8	Aménagement /habitat	-Limitation des domaines scolaires et des csps dans tous les villages concernés	-Pour une bonne préservation des services publics
		-aménagement des voiries et caniveaux dans le quartier Nounouma à Tchériba	-pas de voiries et de caniveaux dans ce quartier, pour une bonne évacuation des eaux de pluies
			-

1.9. Les priorités exprimées dans le domaine de l'Elevage

N°	DOMAINES DE DEVELOPPEMENT	NATURE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES	JUSTIFICATIONS DE L'URGENCE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES
9	Elevage	-Des pistes à bétail dans chaque village et délimitées	-pour éviter les conflits entre éleveurs et agriculteurs et pour un bon passage des animaux
			-

1.10. Les priorités exprimées dans le domaine de l'Agriculture

N°	DOMAINES DE DEVELOPPEMENT	NATURE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES	JUSTIFICATIONS DE L'URGENCE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES
10	Agriculture	-	-
		Formation de tous les agriculteurs sur les techniques culturales	-Renforcement des capacités de tous les agriculteurs sur les nouvelles pratiques agricoles
		-Besoin d'intrants à un cout accessible à tous	-insuffisance d'intrants pour une surproduction alimentaire
		Aménagement d'un bafond à Tissé	-pour la riziculture afin de donner de l'emploi aux jeunes et l'atteinte de l'auto -suffisance alimentaire
		-	

1.11. Les priorités exprimées dans le domaine de l'Environnement

N°	DOMAINES DE DEVELOPPEMENT	NATURE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES	JUSTIFICATIONS DE L'URGENCE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES
----	---------------------------	----------------------------------------	-------------------------------------------------------------

11	Environnement	- Besoin en plants d'arbres fruitiers(manguiers,goyaviers..)	- Pour reboiser dans les cours
		Disponibiliser des poubelles publiques dans chaque village	- Pour stoker les ordures afin de rendre la cité propre
		Besoin en haie vive épineuse à sao,oula,banouba,labien	- Pour clôturer les jardins
		-	-

1.12. Les priorités exprimées dans le domaine de la Sécurité

N°	DOMAINES DE DEVELOPPEMENT	NATURE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES	JUSTIFICATIONS DE L'URGENCE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES
12	Sécurité	Besoin d'encouragement des FDS et VDP et soutien de leur famille	-Assez de sacrifice de leur part et il y'a souvent des pertes en vie humaines de leur côté
		Patrouille régulière	- Pour mieux sécuriser la commune
		Augmenter le nombre de VDP dans la commune	- Pour un bon maillage du territoire communale
			-

1.13. Les priorités exprimées dans les Autres domaines

N°	DOMAINES DE DEVELOPPEMENT	NATURE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES	JUSTIFICATIONS DE L'URGENCE DU BESOIN OU DU PROJET EXPRIMES
13	Autres domaines	Besoin d'accompagnement des personnes déplacées internes en vivres et logement (village deYoulou et Qualou)	-Grave pauvreté des personnes déplacées internes à Tchériba
			-

II. Analyse des allocations budgétaire

2.1. Analyse par section

Le budget rectificatif, gestion 2024 de la commune de Tchériba s'équilibre en recettes et en dépenses à **308.482.472 francs CFA**. La section fonctionnement absorbera un montant de **173.909.647 francs CFA**, soit **56,38%** du budget total. La section investissement quant à elle a un budget de **134.572.825 francs CFA**, soit **43,62%** du budget total.

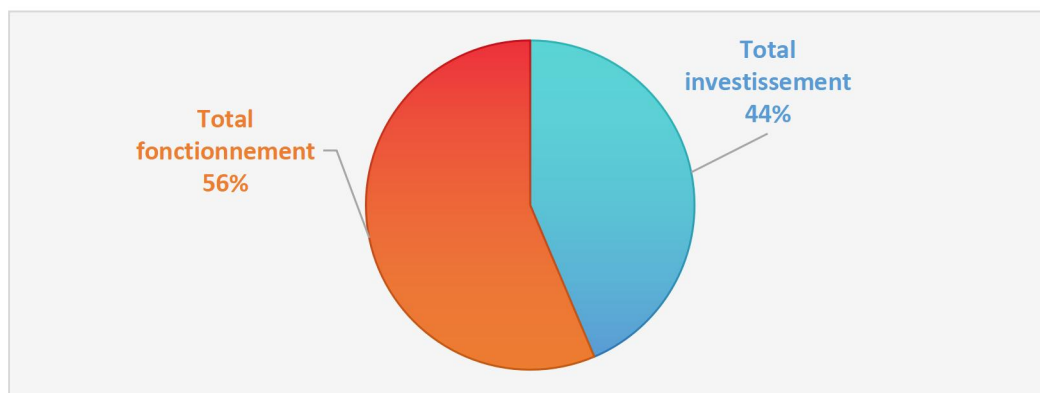
Tableau 1: Les grandes composantes du budget, gestion 2024

	Total investissement	Total fonctionnement	Budget total
Montant	134.572.825	173.909.647	308.482.472
Part budgétaire	43,62%	56,38%	100%

De façon globale, la répartition des dépenses prévisionnelles en termes de fonctionnement et d'investissement montre que le fonctionnement absorbera plus du budget. En effet, **44%** du budget en 2024 est orienté vers les investissements. Toutefois, le fonctionnement des services de la commune absorberont **56%** du budget. Ce qui reste élevé, et la Mairie peut travailler à réduire le train de vie des services de la commune.

Le graphique suivant illustre bien cette situation.

Graphique 1 : Part des grandes composantes du budget, gestion 2024



2.2. Analyse des recettes

L'analyse de cette partie permet de connaître les différentes sources de financement du budget rectificatif, gestion 2024.

L'analyse des recettes du budget rectificatif 2024 de la commune de Tchérība révèle que elles seront mobilisées à partir de 5 sources. Les recettes proviendront en grande partie des reports de l'année 2023 (**22%**), suivi des recttes propres (**63%**), puis des transferts de l'Etat à la commune (dotations globales de fonctionnement et d'investissement) à hauteur de **8%**. Le concours du fonds minier de développement s'élève à **4%** et les Aides des partenaires au développement de la commune **3%**.

Tableau 2: Principales sources de mobilisation des recettes en 2024

Nature des principales recettes	Montant prévu en 2024	% / Recettes totales
Recettes propres de la commune	193.494.807	63%
Excédent d'investissement reporté	69.328.795	22%
Transferts de l'État au profit de la commune	24.781.609	8%
Aides des partenaires au développement de la commune	7.816.153	3%
Fonds minier de développement local (FMDL)	13.061.108	4%
Emprunts de la commune	-	0%
TOTAL DES RECETTES DE LA COMMUNE	308.482.472	100%

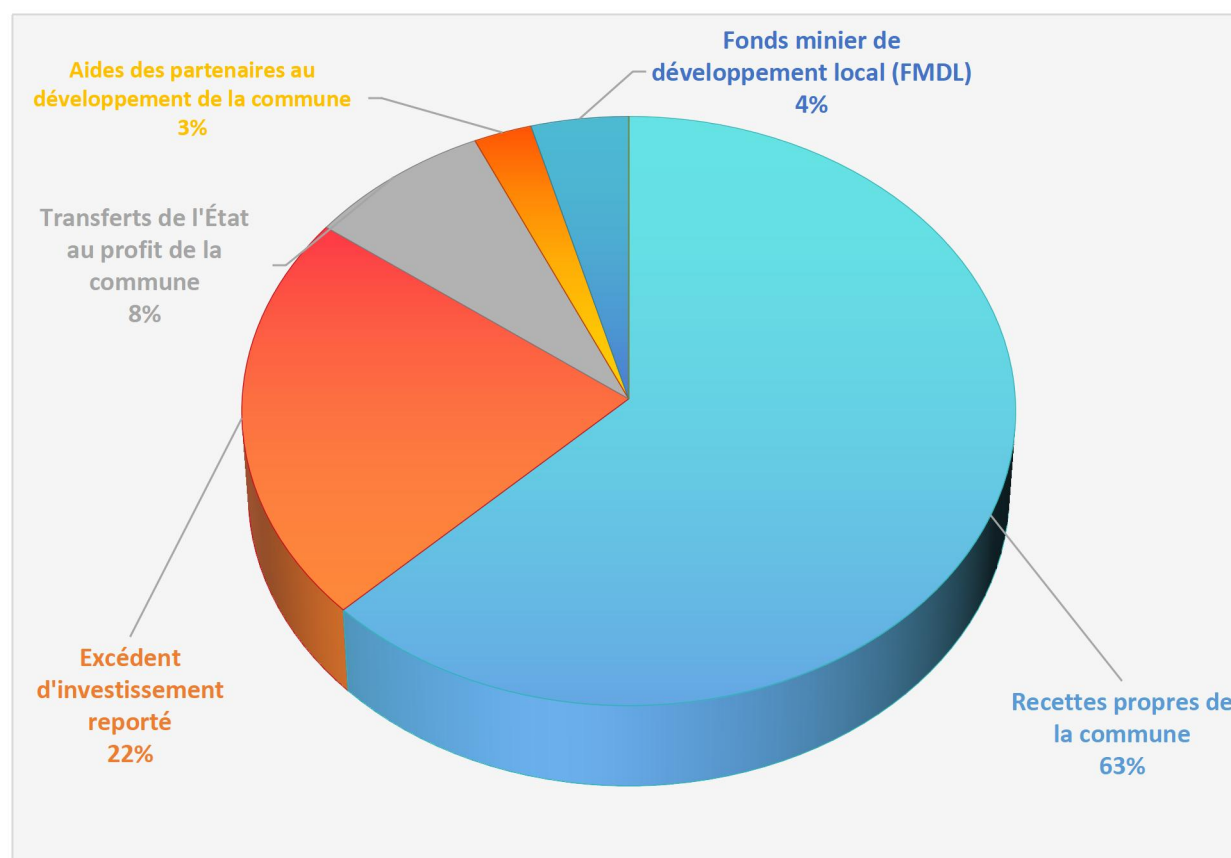
Ces parts budgétaires placent la commune comme la première pourvoyeuse de financement du budget de la commune en 2024, avec **63%** de contribution. Cela montre que la commune fait des efforts pour autofinancer son fonctionnement et son développement. Toutefois, les reports antérieurs (dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement des années précédentes) ont contribué à gonfler le budget. Ces reports se justifieraient par les lenteurs administratives ou par les difficultés de fonctionnement liées à la délocalisation de la Mairie l'année dernière pour des raisons d'insécurité.

Par ailleurs, l'effort d'investissement de la commune sur ses ressources propres s'élève à **34.802.069 Fcfa** représentant **18%** des recettes propres de la commune. Cette part même est en deçà du seuil de prélèvement obligatoire de **20%** minimum des recettes propres de la commune au profit de la section d'investissement. Des efforts doivent être consentis pour respecter le principe de prélèvement de **20%** minimum.

En outre, la Mairie peut mieux faire en termes de recouvrement des recettes propres au regard du potentiel fiscal de la commune. La Mairie doit mettre en place des mécanismes innovants pour améliorer le recouvrement des différentes niches fiscales.

Le graphique en camemberts suivants illustre les parts représentatives des différentes sources de financement du budget rectificatif, gestion 2024 de la commune de Tchérība.

Graphique 1 : Part des recettes à collecter par source de financement dans les recettes totales de la commune en 2024.



3.3. Analyse des dépenses

L'analyse des dépenses 2024 de la commune de Tchériba montre que le fonctionnement des services municipaux absorbe **164.162.621 Fcfa** soit **53%** du budget de la commune. Cette part est au-dessus de la norme de **20%** maximum pour le fonctionnement, consacrée par la réglementation portant sur les projets et programmes de développement. Cela signifie que le train de vie des services municipaux est très élevé. En effet, même si les ressources propres de la commune permettent de supporter ces charges de fonctionnement, cette part n'est pas très indiquée, car compromettant la satisfaction des besoins des populations en termes d'investissement.

Les allocations budgétaires pour le fonctionnement des domaines transférés comme les écoles et les centres de santé sont de **9.747.026** soit **3%** des dépenses budgétaires de la commune en 2024. ce qui est très dérisoire au regard des besoins et attentes énormes exprimées dans ces secteurs. En effet, les dépenses en direction de ces secteurs ont des impacts directs sur le bien-être des populations et méritent de plus d'attention.

Par ailleurs, il est prévu des investissements dans divers secteurs, représentant environ **44%** des dépenses totales: Réalisation d'infrastructures (salles de classes, bâtiments administratifs, clôture, centres de santé, forages, etc...), Acquisition de matériels et mobiliers (ordinateur, tables, chaise, tables bancs des écoles, ..), réalisation de latrines, etc. Ce qui est à saluer car ces investissements sont destinées aux secteurs à fort impact direct sur les conditions de vie des populations. La plupart des dépenses sont orientées vers des secteurs à fort impact sur le bien-être des populations. Ce qui est appréciable.

Toutefois, les efforts restent à faire car le budget de la commune demeure faible et la commune doit travailler à élargir son potentiel fiscal et aussi à renforcer son tissu économique afin de pouvoir générer des recettes propres conséquentes pour financer son développement. En outre, une vigilance est à observer pour que les actions d'investissement soient adaptées aux réalités des populations et répondent effectivement à leurs besoins.

Par ailleurs, l'effort d'investissement de la commune en 2024 est évalué à **34.802.069 Fcfa** représentant **18%** des dépenses totales de la commune. Cette part est faible d'autant qu'elle renseigne sur la viabilité de la commune et la densité de son tissu économique. La commune devrait faire plus d'effort pour couvrir ses charges de façon autonome.

La répartition des autres dépenses est récapitulée dans la suite du tableau ci-dessous :

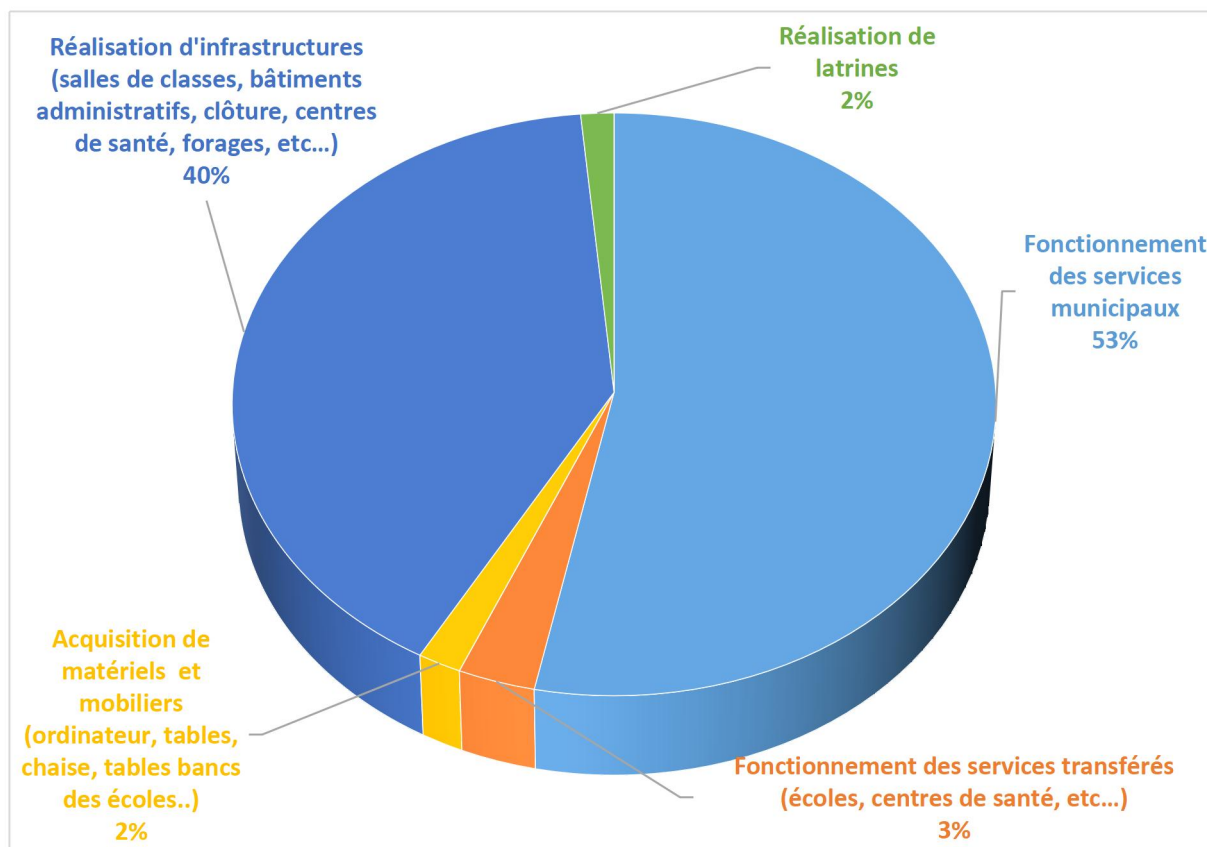
Tableau 3: Principales postes de dépenses en 2024

Nature des principales recettes	Montant prévu en 2024	% / Dépenses totales
Fonctionnement des services municipaux	164.162.621	53%

Fonctionnement des services transférés (écoles, centres de santé, etc...)	9.747.026	3%
Acquisition d'engins pour la commune (véhicules deux roues, véhicules 4 roues, tricycle...à préciser)	-	0%
Acquisition de matériels et mobiliers (ordinateur, tables, chaise, tables bancs des écoles..)	5.500.000	2%
Réalisation d'infrastructures (salles de classes, bâtiments administratifs, clôture, centres de santé, forages, etc...)	124.572.825	40%
Réalisation de latrines	4.500.000	1%
Acquisition de logiciel	-	0%
TOTAL DES DÉPENSES DE LA COMMUNE	308.482.472	100%

Le graphique en camemberts suivants illustre les parts représentatives des différentes dépenses du budget rectificatif, gestion 2024 de la commune de Tchérība.

***Graphique 2 :** Part des dépenses à collecter par nature dans les dépenses totales de la commune en 2024*



3.4. Analyse des allocations budgétaires des secteurs sociaux de base

Globalement, les secteurs sociaux de base consommeront une grande partie du budget avec un montant de **182.256.497 francs CFA**, soit **59%** des dépenses totales. Ce qui est très louable.

En désagrégeant, on constate que sur les **182.256.497 FCFA**, l'éducation a un montant de **149.081.982 FCFA**, soit une part budgétaire de **48%** qui est largement au-dessus du ratio minimum de **20%** souhaité selon les accords internationaux. Ce ratio est même largement au delà des **30%** révendiqué par les partenaires sociaux de l'éducation. Ce qui est à féliciter. Toutefois, la grande partie du budget de l'éducation va dans le fonctionnement, et une infime partie dans les investissements.

L'engagement international d'accorder **15%** du budget au secteur de la santé n'est pas respecté. Il est ici de **5%**, représentant un montant de **13.978.607 FCFA**. Les autorités communales doivent redoubler d'efforts au regard des nombreuses attentes des populations dans la santé.

Le secteur de l'eau potable et de l'assainissement affiche une part budgétaire de **6%**, soit **18.195.908 FCFA**, traduisant le respect de l'engagement de **5%** pris par les autorités nationales.

Tableau 4: Parts budgétaires des secteurs sociaux de base en 2024

Allocations budgétaires des secteurs sociaux	Montant prévu en 2024	% / Dépenses Totales
SANTE		
Fonctionnement des services de santé	8.478.607	
Subventions aux formations sanitaires	0	
Acquisition de matériels et outillages médical au profit des Centres de santé	5.500.000	
Electrification des centres de santé	0	
Réalisation/réhabilitation d'infrastructures sanitaires	0	
Total des dépenses de santé	13.978.607	5%
EDUCATION		
Fonctionnement des écoles	104.786.822	
Subventions scolaires	2.600.000	
Acquisitions de matériels et mobiliers scolaires	0	
Electrification des centres éducatifs	0	
Réalisation/réhabilitation d'écoles	41.695.160	
Total des dépenses d'éducation	149.081.982	48%
EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT		
Réalisation/réhabilitation de forages et d'AEPS	13.695.908	
Conduite d'actions d'hygiène et d'assainissement	0	
Réalisations d'infrastructures d'assainissement (Latrines et caniveaux)	4.500.000	
Total des dépenses d'AEPA	18.195.908	6%

Autres secteurs sociaux (subventions sociales, culturelles, sportives, jeunesse et secours aux indigents)	1.000.000	
Total dépenses autres services sociaux	1.000.000	0,32%
TOTAL DÉPENSES DE LA COMMUNE DANS LES SECTEURS SOCIAUX	182.256.497	59%

3.5. Analyse des allocations budgétaires des secteurs séconomiques

Le budget alloué aux secteurs économiques en 2024 est de **63.120.649 Fcfa** soit **25%** des dépenses totales de la commune. Cette allocation va servir à la Construction de boutiques de rues à Tchériba.

Tableau 5: Parts budgétaires des secteurs économiques en 2024

Allocations budgétaires des secteurs économiques	Montant prévu en 2024	% / Dépenses Totales
Construction de boutiques de rues	63.120.649	
TOTAL DÉPENSES DE LA COMMUNE DANS LES SECTEURS ÉCONOMIQUES	63.120.649	20%

3.6. Analyse des allocations budgétaires des services municipaux

Les dotations budgétaires des services municipaux sont estimées à **63.105.326 Fcfa** soit **20%**. Ces dotations vont servir à assurer les dépenses de fonctionnement tel que l'acquisition des consommables et fournitures ; mais aussi la prise en charge des dépenses salariales, des indemnités du personnel, les frais pour les membres de la délégation spéciale, la réalisation / réhabilitation d'infrastructures pour la mairie et la préfecture. Le montant alloué aux services municipaux est assez raisonnable. La mairie devra travailler à maintenir ce cap qui respecte les normes édictées par la réglementation portant sur les projets et programmes de développement. En effet, les entités publiques qui mettent en oeuvre des projets et programmes de développement doivent allouer au maximum **20%** du budget au fonctionnement.

Tableau 6: Parts budgétaires des services municipaux en 2024

Allocations budgétaires des services municipaux	Montant prévu en 2024	% / Dépenses Totales

Fournitures et consommables des services municipaux	24.673.872	
Charges salariale, indemnités du personnel et frais de prise en charge des membres de la délégation spéciale	32.370.346	
Acquisition de matériels et de mobilier pour la mairie	0	
Acquisition d'engins à deux roues pour la mairie	0	
Réalisation/réhabilitation d'infrastructures pour la mairie et d'autres STD	6.061.108	
Total des dépenses des services municipaux	63.105.326	20%

III. RECOMMANDATIONS

Les recommandations spécifiques dans le secteur de l'éducation sont :

- ✧ L'augmentation de l'enveloppe des consommables des écoles;
- ✧ La dotation des écoles en tables bancs;

Les recommandations spécifiques dans le domaine de la santé sont :

- ✧ La dotation de la commune en ambulance;
- ✧ Le renforcement des effectifs du personnel soignant;
- ✧ L'approvisionnement en médicaments essentiels et génériques;
- ✧ L'agrandissement de la salle d'hospitalisation de Tchériba, et augmentation du nombre de lits;

Les recommandations spécifiques dans le domaine de l'AEPA sont :

- ✧ La réhabilitation des pompes en panne et dynamiser les AUE pour mieux gérer les forages;

Autres domaines :

- ✧ Inscrire une ligne budgétaire pour prendre en charge les besoins des personnes déplacées internes (PDI) et des personnes en situation de handicap (PSH);
- ✧ Incrimer une ligne budgétaire pour soutenir l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes;

IV. CONCLUSION

Le budget est un outil opérationnel au service du pouvoir public, et permet à ce titre de donner satisfaction aux besoins des populations. Il impacte directement ou indirectement ainsi le bien-être des populations qui en sont les bénéficiaires finals. Son élaboration, sa mise en œuvre et son suivi-évaluation doit être une affaire de toutes les filles et fils de la commune.

De ce fait, le **Comité de Dialogue et de Veille Citoyenne (CDVC)** de Tchériba en analysant les crédits budgétaires alloués aux secteurs sociaux de base a voulu mettre le doigt sur le niveau de prise en compte des besoins des populations. Il ressort que des efforts doivent être fournis pour mobiliser plus de ressources financières, réduire les dépenses de fonctionnement, pour pouvoir satisfaire les besoins qui sont sans cesse croissants dans tous les secteurs.

Le CDVC reste convaincu que c'est dans la co-réflexion, et dans les efforts conjugués de toutes les composantes de la population que les budgets reflèteront les besoins réels, et que les ressources qui vont avec seront trouvées pour leur satisfaction. À travers ce mémorandum, le CDVC apporte sa modeste contribution en aidant les décideurs dans le recensement des besoins réels des populations et la sensibilisation pour une meilleure collecte des recettes.

ANNEXES:

Structures membres du CDVC de Tchériba:

1. Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SYNATEB);
2. Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples (MBDHP);
3. Association des Usagers d'Eau (AUE);
4. Organisation démocratique de la jeunesse (ODJ);
5. Coordination communale des femmes
6. Représentant des déplacés internes;
7. Association des parents d'élèves (APE);